

Le budget—M. Crosbie

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Le ministre fait partie d'un gouvernement majoritaire. Il n'a pas plus de courage qu'une gazelle effarouchée. Le budget ne fait rien. Il ne s'attaque pas à l'inflation. L'exposé budgétaire ne contient aucune mesure pour lutter contre l'inflation. Il ne prévoit rien pour contrôler les dépenses. Le président du Conseil du Trésor (M. Johnston) a capitulé. Il n'a aucun contrôle sur les dépenses.

Le gouvernement a refusé de tenir compte des conseils de la Banque du Canada. Qu'est-ce que la Banque du Canada lui a conseillé? Le 29 mai 1980, le gouverneur Bouey a déclaré au Sénat à propos du déficit:

Lorsqu'ils voient le déficit augmenter, ils ont tendance à entretenir des anticipations inflationnistes. Je dirais alors: «Empêchons-le de s'accroître, si nous le pouvons».

Au lieu de l'empêcher d'augmenter, le ministre l'a accru de 3.6 milliards de dollars. Voilà comment il suit les conseils du gouverneur Bouey. Le gouverneur de la Banque du Canada est le seul à lutter contre l'inflation parce que le ministre a refusé de l'aider. Malgré la position majoritaire de son parti à la Chambre, il refuse de prendre des mesures pour lutter contre l'inflation. La tendance inflationniste continuera donc. Dans ses prévisions économiques, le ministre a déclaré que le taux d'inflation atteindra 10.2 p. 100 l'année prochaine. Je crois qu'il sera plus élevé que 10.2 p. 100. C'est bien évident si l'on examine les hausses qu'il prévoit pour le prix des produits alimentaires et de l'énergie.

Qu'est-ce que le ministre fait pour contrer cette tendance? Que fait-il pour lutter contre l'inflation? Que fait-il pour favoriser la productivité au Canada? Cette année, la productivité a baissé de 3 p. 100. Que fait-il pour aider l'investissement au Canada? Il se contente d'imposer sauvagement l'industrie pétrolière et gazière.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Assomons le consommateur. Nous voyons maintenant quelle sorte de génies économiques dirigent le pays. Ils ne peuvent même pas se rendre compte que les sociétés pétrolières et gazières la transmettront toute aux consommateurs. Ces taxes frappent surtout le consommateur, de toute façon. Qu'est-ce que le ministre a fait au niveau des politiques et des programmes touchant l'emploi? Il a annoncé que l'on dépenserait 250 millions de dollars de plus au cours des trois prochaines années dans le financement de certains programmes de formation professionnelle et de création d'emplois. Ce n'est même pas autant que nous aurions dépensé en un an, comme le prévoyait notre budget de l'an dernier.

Qu'est-ce que le ministre a fait? Où ce budget amène-t-il le pays? Le pays continue à s'en aller à vau l'eau. Il n'y a rien de nouveau dans ce budget. Il échappe seulement à tout contrôle. Ils nous disent par là qu'ils sont au pouvoir et qu'ils ne veulent pas s'attaquer à ces problèmes difficiles. Ils ne veulent pas s'occuper de ces déficits qu'ils ont laissés croître à n'en plus finir.

L'an prochain nous paierons plus de 12 milliards de dollars en intérêts. Plus d'un dollar d'impôt sur quatre servira à payer l'intérêt de la dette. Le ministre ne se soucie pas de cela. Voyons maintenant la partie où il est question du pétrole et du gaz.

M. Regan: On dirait à vous entendre que vous trouvez les raisins trop verts.

M. Crosbie: Ce sera vraiment des raisins verts pour les contribuables qui devront supporter ces hausses des prix du pétrole et du gaz. Ce sera très difficile à avaler.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Ce budget signifie que le Canadien moyen paiera au moins \$125 de plus pour chauffer sa maison et au moins \$100 de plus pour rouler en automobile. C'est ce que cela signifie. Cela signifie que dans quatre ans la population du Canada se reportera en arrière pour dire: «Mon Dieu, j'aimerais que nous ayons eu le budget de John Crosbie».

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Ils diront: «Si nous avons seulement accepté cette hausse de 18c. Ce n'est pas beaucoup, comparé à cette augmentation d'un dollar le gallon qu'on nous a imposée au cours des quatre dernières années».

Une voix: Un dollar et neuf cents.

M. Crosbie: Ou le \$1.09 que cela coûtera. Qui peut dire combien cela coûtera, car il va y avoir un nouveau monstre, Petro-Canada, qui va mettre la main sur les multinationales grâce à la nouvelle taxe. Personne ne sait ce qu'il en sera. Néanmoins, les consommateurs de pétrole et de gaz du pays vont devoir payer. Ce soir le prélèvement d'indemnisation pétrolière est fixé à 80c. le baril pour cette année, à \$2.50 pour l'année prochaine et Dieu sait le chiffre qu'il atteindra à l'avenir avec la prodigalité des «misérables» d'en face. En tout cas c'est le consommateur qui va payer. Personne d'autre. Ces 80c. de plus le baril seront payés pas seulement par l'automobiliste, mais par celui qui doit chauffer sa maison.

L'année dernière, nous nous préoccupions de ceux qui devaient chauffer leur maison, mais pas les gens d'en face. Peu leur importe si vous devez vous chauffer. Ils disent: «Qu'ils s'achètent un manteau de fourrure. S'ils ne peuvent pas chauffer leur maison, qu'ils s'achètent un bon gros manteau de fourrure.»

Une voix: Portez un tuxedo.

M. Crosbie: Le prélèvement d'indemnisation pétrolière de 80 cents le baril va rapidement à \$2.50 le baril en janvier. Qu'en pensez-vous? Notre taxe de 18 cents ne leur plaisait pas. Puis nous avons la nouvelle taxe sur le gaz naturel. Ce n'est pas la première fois que les honorables représentants d'en face parlent du gaz, mais il s'agit d'une nouvelle taxe sur le gaz naturel. Cela permettra de percevoir l'année prochaine 1.3 milliard de dollars auprès des consommateurs. Ce sont les consommateurs de gaz qui payeront et pas les sociétés, par les méchantes sociétés pétrolières et gazières que le gouvernement a enrichies, que le gouvernement a laissées empiler des milliards de bénéfices depuis 20 ans qu'il est au pouvoir. Non, ce sera le consommateur.

Ce sont ces gens qui ont permis l'expansion d'une industrie pétrolière et gazière tentaculaire, complètement sous domination étrangère. Le gouvernement d'en face qui permet une telle chose déclare qu'il va exercer un contrôle sur ces sociétés. Le consommateur va payer pour la négligence dont les honorables représentants d'en face ont fait preuve depuis 20 ans. Ce sera 30 cents le pied cube pour commencer et 80 cents le baril qui grimperont à \$2.50 le baril. Puis il y aura la taxe fédérale sur les recettes nettes que les sociétés pétrolières et gazières perce-